

réponse à l'appel à communication du colloque "accueil et mobilité"

Collectif Ville-Campagne et ENS

8 et 9 décembre 2011

proposition de Bernard PECQUEUR

Economiste-aménageur

Professeur, université de Grenoble

## **"mobilités et ancrages territoriaux : du nouveau sur les cohabitations en milieu rural"**

Le thème n°2 sur *territoire et interterritorialité* sur la base des travaux de Martin Vanier, pose la question fondamentale du multi scalaire c'est à dire de ce phénomène contemporain particulièrement complexe qui exige de penser les espaces de vie des populations à différentes échelles "simultanément". les visions classiques laissées par les économistes étaient plus simples. On avait le monde des comportements individuels réduits à la microéconomie et l'espace du tout : la macroéconomie. Cette dernière pose de redoutables problèmes théoriques d'agglomération-addition (Cf. la question du "no bridge"), mais, bon an mal an, la macroéconomie reste encore le cadre privilégié des analyses qui prennent en compte la globalisation.

L'existence d'agglomérations intermédiaires et partielles pose problème à la théorie économique. On ne sait pas faire de la "mésoéconomie" qui n'entre pas dans les théories de l'équilibre. C'est pourtant là le fondement de la théorie du développement territorial. Les agglomérations partielles qui créent de la différence (spécificité, externalités,...). Tous les discours du développement local viennent de cette subversion de la théorie orthodoxe, mais elle pose autant de questions qu'elle n'en résout.

La communication se propose de faire le point sur l'état de cette mésoéconomie aujourd'hui et sur ses conséquences sur les nouvelles cohabitations à envisager dans une prospective des vingt prochaines années en milieu rural.

**1-** En premier lieu, le papier partira de la double déconnexion constatée aujourd'hui :

- clivage croissant entre bassins d'emploi et bassins de vie qui discrimine les lieux "dortoirs" et les lieux productifs. La question de l'économie résidentielle est à la base de ce constat.
- recul croissant du citoyen vis à vis de sa propre économie : on ne sait plus très bien d'où vient ce que l'on consomme et où va ce que l'on produit,... Le citoyen s'éloigne de son propre univers de production/consommation.

**2-** Il s'en suit une réflexion critique sur les notions de systèmes productifs localisés. Ceux-ci, dont l'auteur a participé à la conception dans les années 90<sup>i</sup>, se présentent trop souvent comme des "systèmes" autosuffisants et non dépendants de leur environnement. Il faut pourtant, sans renier ces systèmes *reconnaitre leur incomplétude leur ouverture et leur dépendance à l'extérieur*.

**3-** La conséquence des deux points précédents est le constat d'une "ubiquité moderne" qui fait que nombre d'acteurs peuvent aujourd'hui être de plusieurs lieux à la fois. Il faut donc considérer les territoires non plus comme des entités autonomes et autocentrées qui se gouvernent sur leurs seules spécificités, mais des fragment d'ensemble interterritoriaux intermédiaires qui doivent s'hybrider et croiser/combiner leurs fonctions (les territoires productifs et les territoires résidentiels s'articulent entre eux!).

**4-** En synthèse de la réflexion, le papier s'efforcera d'en tirer les conséquences sur les articulations/coordinations entre les populations rurales, les agriculteurs en installation et les "homo ruralis" incertains mais réels qui émergent dans l'espace rural. Comment ces populations peuvent avec les populations ancrées territorialement, faire apparaître de nouveaux territoires?

---

<sup>i</sup> Cf. notamment C. Courlet, B. Pecqueur, B. Soulage, Industrie et dynamique de territoires, revue d'Economie Industrielle, vol. 64, n°64, 1993, pp. 7-21.